



# Fécondité transversale des paradigmes, modalités des luttes

Par Jean Blairon

*Se demandant ce qu'ils sont là, ce qu'ils y font, ce qu'ils feront,  
pris dans ce vide entre les centres et renvoyés  
de l'un à l'autre sans autre forme de procès.  
Se demandant comment nommer ce lieu où ils vivent et apprennent  
et essayent de jouer parmi ceux qui n'ont plus guère idée de jouer.  
Se demandant comment s'appelle cette vie-là,  
s'il y a un nom dans les manuels pour cet espace entre village  
et champs, village et usines et front de la banlieue nouvelle.  
Se demandant quel est leur nom.*

Claude Ollier, « Une singularité sans nom »,  
in *Nébules*, Paris, Flammarion, 1981.

## D'UN CENTRE À L'AUTRE ?

Alain Touraine pose que pour comprendre le monde d'aujourd'hui, il convient d'identifier la place centrale qu'occupe le paradigme culturel comme clé de compréhension.

A plusieurs reprises, le sociologue apporte comme preuve de la prégnance de ce nouveau paradigme l'émergence de problèmes nouveaux qui sont ceux qui passionnent l'opinion, déchaînent les passions, suscitent l'intérêt : problèmes d'éducation ou de santé, problèmes liés au choix d'un style de vie par exemple (préférences sexuelles, liberté de choix par rapport aux grandes questions existentielles : fécondité, fin de vie, croyances...).

« *Quels thèmes éveillent plus de passion dans les sociétés les plus industrialisées que l'éducation,*

*la formation, et surtout la santé ? Or, dans ces domaines, ne s'agit-il pas de défendre une certaine conception de la liberté, de la capacité à donner sens à sa vie, contre des appareils conduits par une volonté néo-libérale d'adaptation au changement, par un désir de contrôle social ou par des arguments techno-bureaucratiques ? » (Critique de la modernité, Paris, Fayard, 1992, p. 284).*

A d'autres moments, la métaphore d'un voyage « de sommet à sommet » (de centre à centre) est adoptée :

« *Il y a un quart de siècle, quand parurent les premiers écrits, dont les miens, sur la société post-industrielle, il était difficile de se garder suffisamment contre l'image d'un passage progressif d'une société à une autre, comme si la seconde parachevait la première en même temps qu'elle la dépassait. Aujourd'hui, au contraire, nous savons que d'une chaîne de montagne on*



*ne passe pas directement à la suivante, qu'il faut redescendre par la vallée, traverser des éboulis, perdre de vue le sommet suivant. Et le risque qui nous menace n'est plus de croire à une illusoire continuité, mais, au contraire, de ne plus croire à l'existence de montagnes devenues invisibles et de penser que nous devons arrêter là notre marche.* » (ibidem, p. 230).

Un pas de plus est franchi lorsqu'on substitue aux agences de production industrielle les agences d'éducation au sens large : les entreprises du secteur de la chimie, de la sidérurgie... feraient ainsi place, en termes d'importance sociétale, aux industries culturelles.

*« Ce que furent la métallurgie, le textile, la chimie et aussi les industries électriques et électroniques dans la société industrielle, la production et la diffusion des connaissances, des soins médicaux et des informations, donc l'éducation, la santé et les médias, le sont dans la société programmée. »* (ibidem, p.283)

Alain Touraine a toujours pensé que la société se produisait autour d'un conflit central : pour lui, les acteurs partagent une vision du développement, mais s'opposent sur son interprétation et revendiquent une place subséquente à celle-ci : la société industrielle se comprend ainsi en recourant à un paradigme social, où patronat et mouvements ouvriers croient semblablement au progrès et à l'industrialisation, mais s'opposent sur la définition du capital (« le capital, c'est aussi nos bras » disent les mouvements ouvriers, en revendiquant une place et des rétributions congruentes à cette affirmation).

En suivant le raisonnement tourainien, on doit conclure que le conflit central d'aujourd'hui doit se penser dans un paradigme culturel : il porte ainsi sur l'usage des ressources culturelles, sur leur production, sur leur interprétation, sur la rétribution, plus ou moins équitable des

producteurs de ces ressources, eu égard à leur contribution à leur production.

Il est incontestable qu'une relation forte existe entre paradigme/problèmes spécifiques à celui-ci et agences de production de questions et de réponses congruentes au dit paradigme – sans parler des acteurs qui s'opposent sur l'interprétation à donner aux orientations définies selon le paradigme incriminé. N'est-il toutefois pas dangereux de considérer que cette relation forte est posée d'office et qu'elle est tirée en avant par l'élément paradigmatique ? Nous serions alors en face d'une situation où l'émergence d'un paradigme implique la définition des questions de société pertinentes et la détermination des agences qui jouent un rôle producteur central en la matière – et se voient dès lors dotées d'une légitimité forte. Par voie de conséquence, nous serions aussi projetés dans une logique d'analyse qui s'organise par rapport à une pensée de la succession : un paradigme perd de sa pertinence et de sa puissance et est somme toute remplacé par un autre ; des problèmes légitimes en sont déduits, ainsi que les acteurs qui s'en font les porteurs ; d'autres sont abandonnés.

Même si l'auteur prend la peine, à de nombreuses reprises, de nier que nous soyons dans une telle logique de succession (et donc tendanciellement d'obsolescence de regards, de problèmes et d'agences), plus d'une citation implique de fait un tel raisonnement. Ainsi en est-il des multiples affirmations relatives à l'épuisement du paradigme social :

*« (...) notre affirmation centrale est précisément que nous vivons la fin de la représentation « sociale » de notre expérience. Rupture aussi importante que celle qui, plusieurs siècles plus tôt, avait mis fin à la représentation et à l'organisation religieuse de la vie sociale. »* (Un nouveau paradigme, Paris, Fayard, 2005, p. 76)



*« La place centrale donnée à la modernité, c'est-à-dire à la liberté créatrice de l'acteur et non plus aux besoins et aux fonctions des systèmes sociaux, est l'effet de la constatation faite au chapitre précédent que nous vivons 'la fin du social'. Il reste, pour que la rupture soit complète, à écarter plus nettement que je ne l'ai fait jusqu'ici les formes de la pensée sociale qui ont correspondu à la représentation 'sociale' de la vie collective, et qui ont représenté une partie très importante de l'analyse sociologique. » (ibidem, p. 133)*

Par ailleurs, si nous enregistrons bien les réserves émises par le sociologue<sup>1</sup> quant à une représentation de la succession, nous ne voyons guère, jusqu'ici en tout cas, dans son oeuvre d'indications permettant de penser l'articulation éventuelle des paradigmes, des problèmes des agences et des acteurs.

## DINSTINGUER ET ARTICULER PLUTÔT QUE CONSTATER L'OBSOLESCENCE ?

Nous pensons en effet qu'il faut se rendre capable de dissocier, pour mieux les articuler, les niveaux de paradigme/problèmes/agences et acteurs. Qu'un paradigme culturel émerge ne voudrait donc pas dire que les problèmes sociaux ou politiques aient perdu de leur importance ou de leur pertinence, mais bien qu'ils doivent (en partie au moins et probablement en partie seulement) être abordés autrement. De la même manière, que le paradigme social soit aujourd'hui remplacé par le paradigme culturel, et qu'en conséquence les mouvements sociaux soient aujourd'hui en partie supplantés par les mouvements culturels ne veut pas nécessairement dire que les agences syndicales ont perdu de leur légitimité, ni surtout que les questions touchant

à l'égalité ou au combat contre la misère ont perdu de leur importance. Elles doivent plutôt entamer une transformation de leur organisation et de leurs préoccupations pour y inclure la nouvelle donne culturelle (et notamment l'aspiration à la liberté et à la créativité individuelles), faute de quoi, effectivement, elles risquent d'apparaître comme faisant davantage partie du problème que de la solution. L'opposition que faisait Félix Guattari entre luttes molaires (sous le mode de la mobilisation unitaire c'est-à-dire in fine militaire) et luttes moléculaires (portant sur et portés par des agencements singuliers) constitue un exemple de ce travail à accomplir.

Faute de réaliser cette distinction/articulation, il est à craindre que nous ne nous laissions surprendre par une variante de l'illusion scolastique, qui consiste à poser que les descriptions abstraites possibles d'une situation sont au principe des comportements concrets réels, et, par là même, à passer d'une « théorie descriptive » à une « théorie normative ».

L'objet de cet article est de jeter les bases d'une telle distinction/articulation des paradigmes, des problèmes de société, des agences de production de celle-ci, des acteurs qui prétendent jouer un rôle dans la définition de son développement.

## DEUX NIVEAUX D'ARTICULATION ?

Pour suivre un tel raisonnement, il convient de partir de l'hypothèse d'un découplage possible entre paradigme, problèmes, agences et acteurs ; il devient alors possible d'étudier les cas de couplage et les raisons de celui-ci.

Pour tenter de prendre ainsi la mesure des logiques de découplage et de couplage, on peut au moins tenter deux types d'analyses :



- l'étude de la fécondité transversale des paradigmes ;
- l'exploration du rapport entre les acquis, les moyens et les enjeux de la lutte dans le contexte des relations entre paradigmes.

Nous allons investiguer dans le cadre de ce travail le premier des deux types d'analyses, nous attachant ultérieurement à explorer le second.

## QUELLE FÉCONDITÉ TRANSVERSALE POUR UN PARADIGME ?

Le concept de transversalité est issu de l'analyse institutionnelle ; il recouvre dans cette discipline plusieurs définitions différentes sur lesquelles d'ailleurs il serait urgent de faire le point, ne serait-ce qu'à cause du succès social et politique de ce concept.

Contentons-nous pour l'heure d'une définition très partielle comme celle-ci : le concept de transversalité peut désigner entre autres des phénomènes de migration (de pratiques, de modèles...) entre des champs réputés relativement autonomes. Jean-Pierre Le Goff a par exemple étudié une telle migration des modes de modernisation en vigueur dans les entreprises marchandes vers le monde éducatif<sup>2</sup>.

En adoptant une telle approche, on peut peut-être parler de fécondité transversale d'un paradigme.

On veut dire par là que le paradigme est jugé pertinent pour nommer les enjeux propres à un champ extérieur à son périmètre supposé.

Il fut un temps – guère éloigné au fond – où le paradigme social était ainsi privilégié pour nommer les enjeux propres au champ culturel.

Dans les années soixante, soixante-dix, par exemple, nombreux furent les intellectuels

qui nommèrent les enjeux de l'activité littéraire en référence à une version maoïste de la lutte des classes.

On se rappelle à ce sujet les diatribes de Mao-Tse-Toung, tançant les artistes pour qu'ils adoptent « une position juste », c'est-à-dire au service de la politique de classe définie par le parti.

*« Dans le monde d'aujourd'hui, toute culture, toute littérature et tout art appartiennent à une classe déterminée et relèvent d'une ligne politique définie. Il n'existe pas, dans la réalité, d'art pour l'art, d'art au-dessus des classes, ni d'art qui se développe en dehors de la politique ou indépendamment d'elle. La littérature et l'art prolétariens font partie de l'ensemble de la cause révolutionnaire du prolétariat ; ils sont, comme disait Lénine, 'une petite roue et une petite vis' du mécanisme général de la révolution. » (Sur la littérature et l'art, Pékin, éditions en langues étrangères, 1967, p.28).*

La fascination de la révolution culturelle chinoise aidant, on adopta en Europe une grille de lecture similaire, quoique en partie décalée. Le Nouveau Roman triomphait en effet à cette époque, sur fond de critique acerbe du réalisme littéraire (notamment soviétique)<sup>3</sup>. Le défi était donc de relier la pratique littéraire (production, critique, lecture) à la pratique révolutionnaire sans prêter le flanc à la critique de l'instrumentalisation propre au réalisme communiste (dont Mao-Tse-Toung, quoiqu'on et il en ait dit, était un partisan convaincu).

L'opération consista à opposer « petite révolution » (le Nouveau Roman, défendant une activité culturelle autonome et présenté comme « réformiste », dans la mesure où il se serait contenté d'une révolution dans la République des lettres) et « grande révolution » (celle qui était supposée inspirée par une pensée « authentiquement matérialiste » à tous les



niveaux) : le grand prêtre de la « grande révolution », Philippe Sollers (qui allait par la suite adopter la politique d'Edouard Balladur et embrasser quasiment la prêtrise) prône alors un art « de la contradiction » (qui est une façon subtile d'adopter le paradigme social du côté de la « grande révolution prolétarienne », sans paraître embrasser les thèses esthétiques du réalisme communiste : Mao étant présenté comme l'auteur d'une pensée matérialiste de la contradiction).

L'important est ici de constater combien le paradigme social a pu être utilisé de manière prégnante (quand ce n'est pas exclusive) pour penser les enjeux propres à l'activité littéraire. Il était d'ailleurs de bon ton, à l'époque, dans les universités, de truffier les analyses littéraires de citations du Grand Timonier...

L'exemple montre a contrario combien cette transversalité-là du paradigme social s'est depuis lors affaiblie : nous allons jusqu'à lire sous la plume de Bernard Lahire qu'il n'y a plus guère de correspondance entre la position sociale et les dispositions et préférences culturelles.

Mais la baisse de cette force transversale ne nous paraît pas conduire à l'affirmation que le paradigme social en tant que tel, ou que les problèmes sociaux qu'il permet de lire, aient perdu de leur importance.

Nous voudrions montrer symétriquement maintenant en effet que pointer la forte transversalité du paradigme culturel ne permet pas d'évoquer sa prégnance sans partage (et de fonder l'idée au fond normative d'une succession des paradigmes et d'un remplacement subséquent des problèmes jugés légitimes).

La transversalité forte du paradigme culturel conduit au contraire à mettre en lumière de nouveaux problèmes pleinement politiques et

pleinement sociaux qui s'ajoutent aux précédents sans les supplanter, voire qui trouvent leur sens dans la connexion qui peut être faite avec une lecture inspirée du paradigme social voire du paradigme politique : si ce raisonnement est fondé, nous sommes loin de l'affirmation selon laquelle ces problèmes anciens auraient été supplantés dans l'opinion par des problèmes culturels plus mobilisateurs.

### A) Problèmes politiques et paradigme culturel

Un des grands mérites de l'utilisation du paradigme culturel pour lire le champ politique est d'insister sur le fait que la lutte politique est devenue surtout une lutte cognitive et symbolique.

Pierre Bourdieu l'a d'ailleurs exprimé de façon très claire :

*« La lutte politique est une lutte cognitive (pratique et théorique) pour le pouvoir d'imposer la vision légitime du monde social, ou, plus précisément, pour la reconnaissance, accumulée sous la forme d'un capital symbolique de notoriété et de respectabilité, qui donne autorité pour imposer la connaissance légitime du SENS du monde social, de sa signification actuelle et de la direction dans laquelle il va et doit aller. » (Méditations pascaliennes, Paris, Seuil, 1997, p. 221)*

Ceci dit, cette lutte cognitive s'opère de plus en plus dans les arènes et selon les règles du champ médiatique (et notamment dans cette agence typique du monde où triomphe le paradigme culturel, la télévision).

Nous avons montré ailleurs que les protagonistes de cette lutte cognitive sont pris dans des fonctionnements culturels qui équivalent à la domination que faisaient subir à leurs usagers les institutions que Goffman décrivait comme totales<sup>4</sup>.



Un des procédés de cette domination est la soumission des politiques à des effets de « contamination » (au sens de Goffman<sup>5</sup>) imposés par les journalistes : obligation de s'exhiber et de séduire, intimité ou émotion à vendre ou à justifier, fausses familiarités et proximités imposées (langage réputé accessible et accrocheur par exemple).

Il s'ensuit qu'une distance énorme se creuse entre l'image virtuelle qu'il convient de donner et la pratique requise dans le champ politique, dont l'autonomie est parfois proche du confinement : on peut poser que plus la proximité virtuelle du personnel politique est recherchée, moins la « culture politique » spécifique au champ<sup>6</sup> est compréhensible, voire accessible.

La lecture « culturelle » des problèmes politiques conduit donc à poser des problèmes nouveaux, comme la contradiction proximité virtuelle imposée/distance produite ; en d'autres termes encore, plus la proximité du citoyen et du personnel politique est recherchée virtuellement, plus leur distance s'accroît en termes de compréhension du champ spécifique concerné.

Mais ces problèmes « nouveaux » ne trouvent probablement leur signification que dans la connexion avec d'autres problèmes/paradigmes ou protagonistes.

Prenons comme exemple la montée en puissance des partis extrémistes dans les démocraties occidentales. Ne doit-on pas la comprendre en reliant plusieurs ordres de phénomènes comme ceux-ci :

- les effets désastreux de la contamination décrite ci-dessus, qui produit plus de distance par la recherche de plus de proximité ;
- la montée en puissance des exigences instrumentales propres aux « positions sociales moyennes » et qui s'expriment souvent en

valorisant la démocratie directe (« je veux une solution concrète rapide à mon problème personnel ») ; les effets de celle-ci étant toutefois paradoxaux, puisque la démocratie directe exige la satisfaction directe, ce qui est parfois le contraire même du jeu politique ; les déceptions sont à la mesure des attentes et concourent à la désaffection ;

- le délaissement du paradigme social par trop de politiques, qui paraissent ou se présentent comme impuissantes par rapport aux « lois » du « marché » ; les groupes d'extrême-droite peuvent alors se réapproprier les frustrations et l'insécurité sociales et les attribuer à une classe politique vécue sous le mode de la distance et de la désillusion, dont eux-mêmes se différencieraient ; ajoutons à cela leur capacité à s'appuyer sur les peurs culturelles engendrées par les minorités<sup>7</sup> pour se présenter comme la seule véritable alternative à un personnel politique indifférent et complice de forces qu'ils assimilent à la volonté de violence, faisant même vaciller nombre de partisans des libertés individuelles...

Nous espérons avoir montré ici que la forte fécondité transversale du paradigme culturel par rapport au champ politique ne doit pas conduire à délégitimer les problèmes, les lectures et les protagonistes du paradigme social ; au contraire, ce n'est qu'en connectant l'ensemble de ces termes qu'on pourra peut-être éviter le triomphe d'un des plus grands renversements de fronts de cette période : celui où certains groupes politiques peuvent détourner les aspirations à la sécurité d'existence et à la liberté ainsi que les efforts entrepris pour promouvoir la participation politique au profit d'un retour des pratiques de discrimination et d'exclusion dont ils sont les sinistres héritiers.



## B) Problèmes sociaux et paradigme culturel

Une démonstration similaire peut être faite à propos des problèmes sociaux eux-mêmes. Nous en esquissons ici les points fondamentaux.

Il est clair que nous sommes à beaucoup de points de vue passés d'une économie « matérielle » à une économie « immatérielle ». Ceci implique le succès de nouveaux produits (essentiellement culturels), la montée en puissance de nouveaux modes de production et de diffusion (mécanisation, informatisation, « virtualisation », etc.) et de nouveaux modes d'exercice du pouvoir.

Alain Touraine parle depuis longtemps d'un pouvoir qui agit en transformant les attitudes et en programmant les besoins – bref un pouvoir qui s'exerce dans et à travers la culture.

Si l'on évoque les conflits qui traversent dans cette économie nouvelle le monde du travail (question typique du paradigme social selon Touraine), on ne peut en effet que constater la forte fécondité transversale du paradigme culturel.

Qu'il suffise de l'évoquer ici fort partiellement en s'appuyant sur les travaux réalisés en entreprise par J.-P. Le Goff<sup>8</sup>.

Le pouvoir dans les entreprises s'exerce désormais en s'appuyant sur des « chartes » énonçant des « valeurs » (souvent définies par la direction, en recourant ou non à des subterfuges comme les enquêtes d'« experts ») auxquelles la participation des travailleurs est contrainte, voire donne lieu le plus souvent à l'imposition d'une double contrainte : le travailleur est « invité » à se « responsabiliser », à « s'engager » de son plein gré, quand ce n'est pas acquiescer, à sa propre initiative, à son futur licenciement « pour le bien de l'entreprise ».

En second lieu, le travail est systématiquement abordé sous un mode technocratique individualisé : le travail est découpé en multiples compétences des plus abstraites, elles-mêmes traduites en objectifs programmés.

Sous couvert d'objectivation, de rationalité, voire d'évaluation démocratique (le travailleur « participe » à son « évaluation » à partir de critères « négociés »...), on réalise deux opérations cognitives majeures :

- on individualise la relation de travail (en délégitimant systématiquement les dynamiques collectives et en introduisant une concurrence interne systématique grâce à cette « évaluation » des « compétences ») ;
- on configure la relation de l'individu à l'entreprise au bénéfice de celle-ci en recourant à des unités de sens infra-individuelles : les compétences nécessaires à la réussite de tous (et de chacun) constituent un texte qui transcende les individus par le bas : ce sont des « savoirs », des « savoir-faire », des « savoir-être » – donc des ressources abstraites et infra-individuelles qui concourent au succès.

On ne peut mieux, évidemment, briser les relations de solidarité à l'intérieur d'une entreprise, ni s'attaquer aux « codes d'honneur » propres à des métiers ou des corporations et qui constituent des unités de sens collectifs et individuels qui fondent une partie importante du sens de l'univers du travail. Même s'ils appartiennent plutôt à l'univers du désintéressement (le travail « bien fait » n'est pas nécessairement mieux rétribué), ces codes constituent un gage d'efficacité comme de signification partagée, appartenant aux travailleurs et fondant souvent un lien de personne à collectivités.

Cette attaque de l'univers culturel et social du sens s'appuie en outre sur des stratégies



d'information (ou de désinformation) qui constituent des procédés culturels propres à « l'institution totale » et dont le modèle a été mis en oeuvre notamment par la CIA pendant la guerre du Vietnam<sup>9</sup>.

Le paradigme culturel appliqué au monde social par excellence qu'est le monde du travail permet donc de mettre en lumière certaines des caractéristiques de l'exercice contemporain du pouvoir.

On pourrait les résumer comme suit.

Au nom de plus d'équité individuelle (évaluation participative des compétences, prise en compte des compétences et réussites individuelles, occasions de « s'impliquer » personnellement...), on affaiblit les dynamiques collectives qui constituent le contre-pouvoir et on le met peu à peu dans l'incapacité relationnelle (il se voit souvent contraint d'adopter le langage de la rationalité qui l'affaiblit) puis identitaire (ses résistances sont présentées comme les « preuves » de son archaïsme et donc de son irresponsabilité) d'exercer son rôle.

Nous retrouvons là un exemple majeur de pratiques à « fronts renversés » : l'appel à la liberté et aux valeurs individuelles permet de transformer chaque individu en « pion » d'une stratégie qu'il ne maîtrise pas, tout en sabordant les contre-pouvoirs collectifs qui pourraient le protéger ou le défendre, et qui sont ainsi présentés plus comme des problèmes (résistances archaïques et irresponsables) que comme des solutions.

Mais les résultats mêmes de cette approche culturelle des problèmes sociaux ne trouvent-ils pas leur sens dans l'univers d'une critique sociale de l'hyper-capitalisme ? Et les problèmes qui sont en jeu ne sont-ils pas conjointement la manipulation de l'individu (soit sa

négaration comme sujet) et l'attaque contre les dynamiques sociales ? Et ces deux ordres de problèmes ne constituent-ils pas aujourd'hui la condition l'un de l'autre et réciproquement ?

L'acteur d'une telle lutte peut-il être seulement l'individu ? Ou faut-il articuler luttes sociales et luttes culturelles, ainsi que modalités sociales et culturelles de chacune de celles-ci ?

Il nous semble que faute d'un tel effort, nous contribuerons à la délégitimation suicidaire des acteurs sociaux et culturels, en favorisant la montée en puissance d'un pouvoir extrême dans le domaine du travail.

De la même manière, c'est faute d'une articulation entre problèmes sociaux et problèmes culturels que les agences éducatives peuvent se représenter elles-mêmes comme ne participant pas au monde de la production (le « non-marchand »), manquant par là la définition de leur contribution à la production d'une économie immatérielle – et la revendication du rôle et des rétributions y afférentes. Et l'écart qui continue à exister entre organisations syndicales et acteurs éducatifs et culturels – se pensant toujours peu ou prou comme antinomiques – est un des signes tangibles de la délégitimation réciproque et suicidaire dans laquelle le pouvoir a réussi jusqu'ici à les enfermer.

Sortir d'un couplage automatique paradigme/ problèmes/agences/acteurs, échapper à une pensée de la succession des paradigmes, toujours empreinte d'une dimension normative, nous paraît ainsi essentiel dans l'horizon des luttes qui sont à mener contre un pouvoir qui mine nos capacités culturelles de résistance et détruit les logiques qui ont fondé la solidarité sociale et ont introduit plus d'égalité dans nos sociétés.



## NOTES

1. Cfr par exemple l'interview qu'il nous a accordée et diffusée dans le n° 3 de ce magazine.
2. J.-P. Le Goff, *La barbarie douce, la modernisation sauvage des entreprises et de l'école*, Paris, La Découverte, 1999.
3. Claude Simon, prix Nobel de littérature, a d'ailleurs construit plus d'une fiction sur ce problème spécifiquement littéraire *Les corps conducteurs* (Minuit, 1971) et *L'invitation* (Minuit, 1987). Claude Ollier, dans l'ouvrage que nous citons en exergue y a aussi réfléchi dans son texte « Les inscriptions conflictuelles » et, bien sûr, Jean Ricardou dans toute son oeuvre.
4. Cfr J. Blairon et E. Servais, « *Racaille* » et *banlieues virtuelles*, Charleroi, Couleur livres, 2006.
5. Cfr J. Blairon, J. Fastrès, E. Servais et E. Vanhée, *L'institution totale virtuelle*, Bruxelles, Luc Pire, 2001, pp. 79 et sq.
6. Par exemple la « culture de la transaction » exposée par Emile Servais dans le n° 4 de ce magazine.
7. Au moment où nous rédigeons ces lignes, une manifestation se prépare pour honorer la mémoire d'un adolescent assassiné semble-t-il par deux jeunes qui souhaitent s'emparer d'un objet technologique en sa possession. Les organisateurs ont souhaité que les politiques s'abstiennent d'y participer. Cela ne semble pas de nature à empêcher des groupuscules extrémistes comme le groupe « Nation » à prétendre rendre hommage à la victime en « culturalisant » le problème (les assassins présumés sont présentés comme « appartenant » à la communauté maghrébine). On ne peut mieux illustrer la dimension cognitive de la lutte politique (qui devra, en l'occurrence, se confronter à la traduction de cet « événement » en « question publique » – cfr l'analyse similaire de la « marche blanche » dans J. Blairon et E. Servais, *L'institution recomposée, tome 1, Petites luttes entre amis*, Bruxelles, Luc Pire, 2000).
8. J.-P. Le Goff, *Le mythe de l'entreprise*, Paris, La Découverte, 1992 et *Les illusions du management*, Ibidem, 1996.
9. Cfr J. Blairon, J. Fastrès, E. Servais et E. Vanhée, *L'institution totale virtuelle, op. Cit.*, p. 82. Il conviendrait de tirer tous les enseignements d'une telle hypothèse et d'envisager le management moderniste comme une expression de l'institution totale virtuelle ; nous y reviendrons.